

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e d'études aval céréales

Direction des Interventions
Service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières
Unité Entreprises et Filières

N° appel à candidature : 25936

Catégorie : A

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Localisation : MONTREUIL

Conditions de recrutement :

Poste à pourvoir dans le cadre d'un CDD de 3 mois pour la période de fin mars à fin juin 2025. Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application L332-22 (Accroissement temporaire d'activité) du Code Général de la FP). La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutien techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
 - assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
 - organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques.
- FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS - Ministère des solidarités et de la santé) de la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD).

FranceAgriMer compte environ 1.000 agents, dont 1/3 basé dans les services territoriaux, rattachés aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).

La direction des interventions de l'établissement assure la mise en place, le paiement et le contrôle des aides publiques, tant nationales qu'européennes, aux filières agricoles végétales et animales ainsi qu'à la pêche et à l'aquaculture. Ces aides peuvent être récurrentes ou ponctuelles, en cas de crise notamment.

Au sein de la direction, le service « soutien, investissement et innovation dans les filières » (SIIF) est composé de trois unités et regroupe environ 45 agents permanents.

L'unité « entreprises et filières », composée de onze agents, contribue à la définition de dispositifs d'aide

nationaux et les met en œuvre. Ces aides ont pour objectif de soutenir les entreprises de l'aval des différentes filières agricoles et agroalimentaires et concernent surtout des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation. Un dispositif structurel visant à apporter des garanties bancaires aux collecteurs de céréales est également géré dans l'unité.

Poste et missions :

Au sein de l'unité « entreprises et filières », sous la responsabilité de la Cheffe d'unité et de la Responsable de pôle aval céréales, la mission consiste en l'analyse des dossiers des collecteurs de céréales afin de déterminer le régime de garantie qui pourra lui être accordé.

La mission s'exécute au siège de l'établissement à Montreuil. Il s'agit plus particulièrement d'effectuer des analyses financières pour ces collecteurs, rédiger des synthèses et les présenter lors de commissions.

La mission étant à pouvoir lors d'un pic d'activité important, vous pourrez venir en appui au suivi de différents portefeuilles d'activité en collaboration étroite avec les agents de l'équipe (France 2030, Plan de relance notamment, supervision d'instruction de dossiers, etc.).

Profil recherché :

Bac + 3 à 5. Formation en agronomie, économie, finances.

Débutant(e) accepté(e). Vous possédez un bon esprit de synthèse et êtes à l'aise à l'écrit comme à l'oral. Vous avez des connaissances en analyse financière (possibilité de formation complémentaire sur ce domaine) et en agroalimentaire (filières de transformation, process et produits finis). Vous avez une très bonne pratique des outils bureautiques classiques (pack Office).

Poste clé¹ : Oui Non ☒

Poste à caractère sensible² : Oui Non ☒

Poste à privilèges³ : Oui Non ☒

Personnes à contacter

Florian GIRAUD, chef du service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières

☎ : 01 73 30 21 71 ✉ : florian.giraud@franceagrimer.fr

Charles LENOIR, Adjoint au Chef du service du Soutien, Investissements et Innovation dans les Filières

☎ : 01.73.30.22.89 ✉ : charles.lenoir@franceagrimer.fr

Florence POINSSOT, cheffe de l'unité Entreprises et Filières

☎ : 01 73 30 25 68 ✉ : florence.poinssot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée de mission RH
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. Vous bénéficierez d'un parcours de formation d'accueil. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/03/2025

Le dossier de candidature doit comporter : Une lettre de motivation et un *curriculum vitae*,

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.